



Monsieur le Président de la République

Palais de L'Elysée

55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

À Paris, le 13 septembre 2023

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 7 septembre, vous nous soumettez un projet de relevé de conclusions de la réunion organisée le 30 août dernier, à laquelle vous aviez convié les responsables des partis politiques.

Vous indiquez dès le préambule souhaiter que nous nous retrouvions dans ce même format à l'automne. Avant de l'envisager, je souhaite en premier lieu rappeler que **ce cadre de discussion ne saurait se substituer aux deux assemblées constitutives de notre Parlement**, garantes et représentatives du débat démocratique, trop souvent brutalisées depuis le début de votre mandat, à coup d'articles 49.3, 47-1, 44-3, 40...

Je dois à la vérité et à la transparence de partager avec vous mon sentiment sur ce premier temps d'échanges. **Nous n'avons pas vocation à faire de la figuration dans une pièce de théâtre dont vous seriez le seul metteur en scène.** Nous avons discuté pendant de longues heures, mais **que nous sommes-nous vraiment dit qui attesterait d'un avant et d'un après cette "rencontre de Saint-Denis" ? Qu'en est-il concrètement ressorti et que peuvent en retenir les Françaises et les Français ?** Nos concitoyens n'attendent pas seulement que nous nous parlions, ils attendent que nous (ré)agissions, que nous les protégeions face aux désordres du monde qui les frappent durement et les angoissent profondément pour l'avenir de leurs enfants.

**L'urgence est de répondre aux préoccupations des Françaises et des Français.** A ce titre, je vous dis mon regret et ma grande inquiétude qu'elles n'aient pu être réellement abordées durant les 12h de nos échanges.

Car l'urgence est là : dans l'inflation dont la cause est essentiellement liée aux marges des grandes entreprises, dans les prix de l'énergie et de l'alimentation qui explosent, dans le coût de la rentrée, dans le doublement des franchises médicales envisagé par le Gouvernement... L'urgence, c'est de répondre à celles et ceux qui ne vivent plus de leur salaire, aux mères courage que vous accablez alors qu'elles occupent les métiers les moins rémunérés et les plus précarisés ; c'est la situation des 9 millions de Françaises et de Français qui continuent de vivre sous le seuil de pauvreté, des 15 millions qui souffrent de mal-logement, du cinquième de nos concitoyens qui vit à découvert, de la moitié dans l'incapacité de payer certains actes médicaux, du tiers qui reconnaît devoir sauter des repas pour permettre à ses enfants de manger; des étudiants qui sont toujours plus nombreux dans les files d'attente des soupes populaires.

**L'urgence, ce n'est pas de solliciter la charité et de remercier pour les pourboires que nous concédent les puissances de l'argent. L'urgence commande des réponses fortes et rapides.** Nous sommes, formations de gauche et de l'écologie, venues **avec des propositions communes et concrètes pour le pouvoir de vivre** : augmentation des salaires et leur indexation sur l'inflation, abrogation de la réforme de l'assurance chômage, mesures de blocage des prix sur les produits de première nécessité, régulation du marché du logement par l'encadrement des loyers, plan de lutte contre la précarité énergétique, régulation de l'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux, généralisation du repas à 1 euro pour l'ensemble des étudiants, allocation d'autonomie pour les jeunes, loi grand âge avec une allocation solidaire d'autonomie en établissement pour personne âgée dépendante et la diminution du reste à charge pour les familles...

Bien d'autres mesures que nous portons pour l'amélioration du pouvoir d'achat pourraient aussi vous être exposées comme le bouclier logement, une nouvelle sécurité sociale limitant à 1/3 les dépenses consacrées au logement par les ménages, ou le minimum jeunesse accessible dès 18 ans.

Je pense également au rôle fondamental des collectivités locales en matière d'action sociale que vous asséchez alors qu'elles sont en première ligne pour accompagner et protéger nos concitoyens dans l'accès aux soins, au logement, dans l'accompagnement de nos aînés, en matière d'insertion professionnelle, de protection de l'enfance en danger... Leur autonomie financière, avec notamment l'indexation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) sur l'inflation, est la condition nécessaire pour qu'elles continuent d'assurer ces missions essentielles avec des services publics de qualité et accessibles à toutes et tous.



Nous avons par ailleurs plus largement porté des mesures pour **réparer et apaiser le pays et répondre au nécessaire approfondissement démocratique** : référendum sur les retraites, réforme de la police et refonte de sa doctrine de maintien de l'ordre et de contrôle, création de droits nouveaux pour les citoyens et la protection de nos libertés fondamentales,...

Nous avons aussi appelé à **faire de l'urgence climatique le défi du siècle et la boussole de toutes nos politiques publiques**, en proposant une véritable planification écologique, largement financée par les grandes fortunes et les puissances financières. Vos propres experts prônent la **création d'un impôt exceptionnel et temporaire sur les plus riches pour financer la transition climatique**. Il est temps de se donner les moyens de préserver nos biens communs, l'eau en premier lieu, menacée d'accaparement par quelques-uns, l'énergie, les transports et la santé... Malheureusement, le défi climatique tout comme l'ensemble de ces propositions n'ont quasiment pas trouvé d'écho.

**Je pourrais me féliciter que vous ayez répondu à ma revendication d'une grande conférence salariale.** Mais vous en avez réduit le périmètre et la portée. **Là où je suggère une nouvelle répartition entre capital, travail et défense des biens communs**, là où je porte une conférence sociale et fiscale qui permette de revisiter tous les dispositifs d'exonérations pour réévaluer l'échelle des salaires en fonction de l'utilité sociale, là où je souhaite que soit assumée une priorité donnée aux métiers invisibilisés parce que féminisés, **vous vous limitez à rappeler ce que vous aviez déjà proposé au printemps, à savoir une négociation sur les minimas conventionnels de branche. Ce n'est pas indifférent, mais c'est très insuffisant.**

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, **le Parti socialiste que je représente ne répondra favorablement à un nouveau rendez-vous qu'aux conditions suivantes :**

- Qu'un ordre du jour soit établi en amont de la rencontre ;
- Que les sujets prioritaires pour nos compatriotes y soient clairement identifiés. Personne ne peut comprendre que la création d'un conseiller territorial devienne le centre de nos échanges quand la jugulation de l'inflation est évacuée, que le changement de mode de scrutin l'emporte sur la défense de notre biodiversité et la guerre contre le réchauffement climatique ;
- Que le débat, au-delà de toute politique spectacle, permette d'avancer sur des propositions concrètes sur lesquelles vous seriez prêt à vous engager. Vous n'obtiendrez pas de consensus entre toutes les forces en présence. N'espérez pas de notre part une quelconque collusion avec l'extrême-droite sur un référendum dont le sujet serait nos politiques migratoires. Vous devez faire des choix.

**J'ajoute que ce travail préparatoire ne peut remplacer le rôle indispensable du travail parlementaire. Vous ne pouvez créer un parlement avec 10 chefs de partis pour éviter la confrontation démocratique dans nos deux assemblées.**

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations républicaines,

Olivier FAURE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Olivier Faure', written in a cursive style. The signature is positioned to the right of the printed name.